

Quelles conditions pour un décollage économique réussi ? -Les enseignements des pays de BRICS pour l'Algérie-

Dr. Aissaoui Nasreddine

Université l'Arbi Ben Mhidi - Oum El Bouaghi-Algérie

aissaoui.n2012@gmail.com

ملخص

نهدف من خلال هذه الورقة البحثية إبراز الشروط اللازمة لإنجاح الإقلاع الاقتصادي، عبر الاستعانة بتجارب دول البريكس (البرازيل، روسيا، الهند، الصين وجنوب إفريقيا)، هذه الدول التي عرفت كيف تضع خطط تنموية ناجحة يمكن الاستعانة بها من طرف الدول النامية لكي تحذو حذوها. سنحاول تشخيص واقع حال الاقتصاد الجزائري من خلال التركيز على الفترة 2000-2015. كما سنعمل على كشف النقاب عن الإمكانيات والفرص التي مازالت متاحة للجزائر من أجل إنجاز تحولها من الاقتصاد الريعي إلى الاقتصاد المتنوع. **كلمات مفتاحية:** اقلاع اقتصادي، اقتصاد جزائري، دول البريكس، تنمية، بيئة الأعمال.

Résumé

Nous allons essayer à travers ce papier, de mettre en valeur les conditions pour un décollage économique réussi, en se référant aux expériences des pays de BRICS (le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud), qui ont su mettre des plans de développement pouvant être un model pour d'autres pays en voie de développement. Nous allons faire un diagnostique de l'économie algérienne en se focalisant sur la période 2000-2015. Ainsi, nous allons localiser les potentialités et les opportunités qui s'offrent encore à l'Algérie, afin de réussir une transition d'une économie de rente vers une économie diversifier.

Mots clés : le décollage économique, l'économie algérienne, les pays de BRICS, les conditions de développement économique, Les indicateurs d'appréciation du climat des affaires.

INTRODUCTION

L'Algérie avait bénéficié d'une conjoncture pétrolière très favorable pour se faire une santé au début des années 2000, 700 milliards de dollars ont été mobilisés pour financer les trois derniers programmes quinquennaux pour essayer de relancer le développement dans ce pays. Malgré le paiement par anticipation de la quasi-totalité de la dette extérieure, la réalisation des mégas projets d'infrastructure (des milliers de kilomètres d'autoroute, des centaines de milliers de logement, des milliers de places pédagogiques à l'université...). Ces réalisations ne constituent pas une base économique productive, qui peut remplacer la manne pétrolière dans les moments difficiles, surtout, dans les années à venir, dans un contexte mondial de (croissance mondiale au ralenti, une demande pétrolière en berne, une progression de la production américaine du pétrole de schiste...). Il faut ajouter à cela une variable interne, qui concerne la chute de la production et de la vente des produits fossiles algériens depuis 3ans.

Un diagnostic des équilibres macro économiques est nécessaire, plusieurs organismes internationaux (la banque mondiale, le Doing business, le WEF...) évaluent périodiquement le climat des affaires par pays. Ces évaluations donnent la chance aux gouvernements, aux chercheurs et spécialistes de situer les problèmes qui font face au développement de chaque pays, et entre autres de procéder à des restructurations afin d'améliorer le climat des affaires, pour l'investissement productif que se soit national ou international.

Nous allons essayer à travers ce papier de répondre sur la question suivante : **Quels sont les principaux facteurs qui figent le développement de l'économie algérienne ? Et quelles sont les solutions qui peuvent améliorer le climat des affaires dans ce pays à partir des expériences des pays de BRICS?**

1. LES CRITERES D'APPRECIATIONS DU CLIMAT DES AFFAIRES

1.1. Les indicateurs d'appréciation du climat des affaires :

Ces indicateurs permettent, en fonction d'une série d'indices, de classer les pays ou les régions, du meilleur, c'est-à-dire un environnement qui facilite la création d'entreprises et permet d'investir sans contraintes, au plus mauvais ; un environnement contraignant où la bureaucratie fait loi et où l'instabilité politique et économique est omniprésente.

Il existe plusieurs institutions qui évaluent périodiquement le climat des affaires par pays, pour donner une idée sur les difficultés administratives, sur l'attractivité et la compétitivité de chaque environnement ciblé, comme la Banque mondiale, le FMI, le Forum économique mondial (WEF), le IMD de Lausanne ...

a. Les critères retenus par le Doing Business :

Depuis 2004 la Banque mondiale publie annuellement le Doing business. C'est un rapport incontournable sur le climat des affaires dans le monde, c'est une référence

en la matière. Il se base sur des études et des bases de données assez sérieuses et crédibles pour évaluer des critères, notamment : la facilité de faire des affaires, la création des entreprises, l'octroi de permis de construire, le transfert de propriété, etc. [1]

Tableau n°1 : le classement des pays du Maghreb élaboré par le Doing Business en 2014

<u>Economie</u>	<u>Classement filtré</u>	<u>Facilité de Faire des Affaires</u>	<u>Création d'Entreprise</u>	<u>Octroi de Permis de Construire</u>	<u>Raccordement à l'électricité</u>	<u>Transfert de Propriété</u>
Tunisie	60	5	6	9	4	8
Maroc	71	7	1	7	13	15
Algérie	154	16	14	13	19	18
Libye	188	20	16	19	8	20
<u>Economie</u>	<u>Obtention de Prêts</u>	<u>Protection des investisseurs minoritaires</u>	<u>Paiement des Taxes et Impôts</u>	<u>Commerce Transfrontalier</u>	<u>Exécution des Contrats</u>	<u>Règlement de l'insolvabilité</u>
Tunisie	7	5	14	4	2	2
Maroc	5	9	12	2	3	9
Algérie	14	12	20	15	11	7
Libye	18	20	19	17	14	18

Source: Rapport Doing Business 2014

b. Les indicateurs d'évaluation retenus par le Forum économique mondial (WEF) :

La note attribuée à un facteur principal est obtenue par toute une série d'indicateurs mesurables et comparables, parmi ces indicateurs on peut citer: (l'efficacité, la fiabilité et la confiance, l'adoption des technologies, l'utilisation des TIC, l'innovation, etc.). [2]

Selon le classement réalisé par le Forum économique mondial (WEF) du 03 septembre 2014. Ainsi, l'Algérie est classée 79^{ème} place (4,08 sur 7) et gagne 29 places par rapport au classement précédent étant classée le deuxième au Maghreb ; le Maroc gagne cinq points étant classé 72^{ème} (4,21), étant à la première place au niveau du Maghreb, la Tunisie la troisième place, 87^{ème} (3,96), la Libye 126^{ème} (3,48) et la Mauritanie 141^{ème} (3,00). [3]

Tableau n° 2 : Le classement des pays arabes leaders par le classement de (WEF) 2013-2014

Pays	classement 2013	classement 2014
Emirats Arabes Unis	19	12
Qatar	13	16
Arabie Saoudite	20	24
Koweït	36	40
Bahreïn	34	44
Oman	33	46
Maroc	77	72
Algérie	100	79
Tunisie	(*)	87

*la Tunisie été exclu en 2013 en raison de la situation qui y prévalait après le 14 janvier 2011.

Source: The Global Competitiveness Index 2014-2015(Word Economic Forum 2014)

c. Les critères retenus par le IMD :

Le IMD (International Institute Management Development Lausanne) publie depuis 2001 un indicateur d'appréciation de la compétitivité de 59 pays, intitulé le World Competitiveness Yearbook/ WCY. Malheureusement, l'Algérie ne figure pas parmi les pays sélectionnés.

Sur la base de 331 critères, l'indice IMD tente de cerner la compétitivité des nations à travers 4 facteurs de compétitivité qui intègrent une série d'indicateurs sur divers aspects d'une économie et ses institutions et ses comportements: ^[4]

- **Performances économiques** (sur le plan macroéconomique, le commerce international, les investissements, notamment les IDE, l'emploi et les prix).
- **Efficacité des institutions gouvernementales** (Les finances publiques, la politique financière, le cadre institutionnel, la législation commerciale, le cadre social, la lutte contre la corruption...).
- **Efficacité des entreprises** (productivité et efficacité commerciales ; marché du travail, les finances, les pratiques de gestion, attitudes et valeurs).
- **Les infrastructures** (infrastructures de base, infrastructures technologiques), le but recherché est d'apprécier le climat des affaires qui favorise la création d'entreprises et l'investissement, deux facteurs primordiaux de la stimulation de la croissance.

1.2. Les déterminants de l'attractivité :

a. La taille du marché :

Appréciée à partir de divers indicateurs notamment : PIB/tête, taux de croissance, volume et évolution des exportations et des importations, les flux des IDE, etc.

b. Education et capital humain :

Nous citons quelques indicateurs : Dépenses totales réservées à l'éducation, dépenses/élève, niveau de culture scientifique des élèves de 15 ans, personnel affecté

à la recherche et au développement, à la science et technologie, le pourcentage des 25-35 ans ayant un diplôme supérieur, la formation continue, etc.

c. Recherche et innovation :

Évaluée et comparée selon les critères suivants : Dépenses consacrées à la recherche et au développement et leur évolution, intensité de l'activité R&D/PIB, marques et brevets déposés, protection des brevets, etc.

d. Infrastructure :

Densité du secteur routier, ferroviaire, aéroport, train à grande vitesse, taux de pénétration de l'Internet, le coût de l'électricité, etc.

e. Environnement administratif et réglementaire :

Facilité de création d'entreprises, barrière à l'entrepreneuriat, disponibilité du secteur public, etc.

f. Environnement financier :

Son efficacité, ses performances, etc.

g. Coûts et fiscalité :

Coût de l'implantation d'entreprise, coûts salariaux et évolution, structure des recettes fiscales, etc.

2. UN DIAGNOSTIQUE DU CLIMAT DES AFFAIRES DE L'ECONOMIE ALGERIENNE

L'Algérie est un pays qui cache beaucoup de potentialité, par contre il y a une multitude de problèmes qui font face à son développement. Avant d'appréhender cette réalité, on va présenter des repères sur l'économie de ce pays.

2.1. Un constat actuel de l'économie algérienne :

Quelques repères macro économique sur l'économie algérienne:

- Le moins endetté des 20 pays de la région MENA, avec 3.5 milliards de dollars, soit 1.6% du PIB ;
- Le 2^{ème} plus gros détenteur de réserve de change de cette région ;
- Le PIB a été multiplié par 10 entre 2000 et 2011 ;
- Le PIB par habitant est passé de près de 4500 dollars en 2000 à 5413 dollars par an en 2011, puis 5580 dollars en 2013 ;
- Le taux de croissance économique en 2013 a atteint 3% ;
- les réserves de change de l'Algérie se sont établies à 178,94 milliards de dollars au 31 décembre 2014 contre 194,012 milliards de dollars à fin 2013 ;
- Le fonds de régulation des recettes a cumulé 5500 milliards de dinars à la fin de l'année 2012 ;
- Le taux de chômage a terminé l'année 2013 à 9.8%, et 10.8% en 2014, et qui pourra atteindre 11.3% à la fin 2015 ;

- Le PIB de l'Algérie a atteint 209.3 milliards de dollars en 2013, et 123.5 milliards hors hydrocarbures ;

Tableau n° 3 : Evolution de la situation de la balance commerciale 2012-mai2015 (milliards de dollars) :

	2012	2013	2014	mai2015
Excédent commercial	22.271	10.492	2.907	-6.383
Exportation	72.647	65.520	61.237	15.948
Importation	50.376	55.028	58.330	22.331

Source : Ministère du commerce algérien

Depuis l'année 2012, l'excédent commercial fond comme de la neige, à cause de deux facteurs ; l'augmentation en crescendo des importations d'une part, d'autre part, il y a une diminution des exportations des hydrocarbures pour plusieurs raisons (la question de la sécurité des sites de production après l'accident de Tiguentourine, le début de l'épuisement des réserves pétrolières et gazières, la chute libre des prix du pétrole, etc.).

Tableau n° 4: Indicateurs Macroéconomiques 2013-2016

	2013	2014(e)	2015(p)	2016(p)
Croissance du PIB	2.8	4.0	3.9	4.0
Taux de croissance du PIB réel par habitant	0.9	2.1	2.1	2.4
Inflation	3.3	3.0	4.0	4.0
Solde budgétaire (% PIB)	-1.5	-7.0	-9.5	-8.2
Compte courant (% PIB)	0.4	-4.0	-7.7	-8.2

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

Il faudrait être méfiant quand on aborde les données du tableau n°4, surtout le taux de croissance du PIB, ce dernier est dopé par le secteur d'hydrocarbure. Concernant le solde budgétaire, on enregistre une évolution négative accélérée depuis l'année 2013. La loi de finances 2015 prévoyait des recettes budgétaires de 4684,6 milliards de dinars et des dépenses publiques de 8.858,1 milliards de dinars, soit un déficit budgétaire de 4173,3 milliards de dinars.

Tableau n° 5 : Situation du commerce extérieure de 2012- mai 2015 :

Balance commerciale en millions US \$	2012	2013	2014	mai 2015
Importations (CAF)	50 376	55 028	58 330	22 331
Biens alimentaires	9 022	9 580	11 005	4 294
dont : Céréales (Blé, Farine...)	3295	3310	3 680	-
Lait et dérivés	1269	1262	2 045	-
Biens intermédiaires	17 423	17 395	17 475	6 541
Biens d'équipements	13 934	16 678	19 563	7 880
Biens de consommation non alimentaires	9 997	11 199	10 287	3 616
dont : Médicaments	2 230	2 285	2 588	-
Véhicules de tourisme	3 909	3 724	2 956	-
Exportations	72 647	65 520	61 237	15 948
dont Hydrocarbures (*)	70 570	63 506	58 427	14 915
Balance commerciale	22 271	10 492	2 907	-6 383

Source : Ministère des Finances- CNIS, (*) Ministère de l'Energie (sauf pour l'année 2015 la source des exportations des hydrocarbures est le CNIS)

Le tableau n°5 nous donne une idée claire sur la composition de nos inputs et nos outputs vers le monde extérieur. Concernant l'importation des biens alimentaires, beaucoup de travail peut se faire par le gouvernant, afin de réduire cette facture en révisant (notre politique de subvention des biens alimentaires, nos habitudes de consommation, faire contrecarrer le gaspillage surtout le pain, faire face contre les produits alimentaires farfelus, etc.).

2.2. Les principaux déterminants de l'attractivité du climat des affaires en Algérie:

a. La corruption: 100^e rang mondiale

L'ONG Transparency International, chargée de l'observation de la corruption, a publié récemment un classement (Corruption Perception Index) qui comporte 175pays. L'Algérie se place à la 100^e dans ce classement de 2014, en perdant 6 places par rapport à l'année 2013, après qu'elle a occupé la 105^e en 2012. Cet effet de yoyo nous donne un aperçu sur la gravité de ce phénomène dans ce pays.^[5]

La Tunisie et le Maroc occupent respectivement la 79^e et la 80^e place dans ce classement de 2014. La persistance de ce phénomène en Algérie, selon l'association algérienne de lutte contre la corruption, est liée à l'absence de la volonté politique pour lutter contre la corruption.

b. La compétitivité: 100^e rang mondiale

L'Algérie se classe à la 79^e place du classement établi par le World Economic Forum (WEF) en 2014, l'Algérie a gagné 21 places par rapport au classement de 2013. Cette progression est due principalement aux équilibres macroéconomiques, il y a aussi une nette amélioration des autres aspects comme : la sécurité des biens et des personnes, la qualité de l'éducation, etc.^[6]

Le Maroc se place à la 72^e place en pôle position dans la région du Maghreb, par contre la Tunisie se dégringole à la 87^e place à cause de sa transition démocratique. L'Algérie peut mieux faire, si elle lutte efficacement contre la bureaucratie et la corruption d'une part, d'une autre part si elle améliore l'efficacité du marché des biens et services qu'elle occupe 136^e place, et le marché financier qu'elle occupe 137^e place.

c. La place des TIC: 129^e rang mondiale

Après avoir occupé la 131^e place du classement mondial des Technologies de l'Information et de la Communication de l'année 2013 établie par le World Economic Forum (WEF), l'Algérie a gagné 3 places en se plaçant à la 129^e en 2014. Le Maroc et la Tunisie devance l'Algérie en se plaçant respectivement à la 78^e et la 129^e place. Pour avoir un aperçu sur le sujet, plusieurs paramètres peuvent être consultés: ^[7]

- l'usage des TIC par les sociétés place l'Algérie au 138^e rang ;
- l'usage des TIC (internet) par les citoyens place l'Algérie au 108^e rang ;
- La qualité de l'internet place l'Algérie au 72^e rang ;
- l'usage des TIC (téléphone mobile) place l'Algérie au 133^e rang.

d. Etat de la liberté économique: 129^e rang mondiale

L'économie algérienne a enregistré la septième plus grande régression dans l'indice de liberté économique 2015. Elle a été déclassée de onze rangs et occupe désormais la 157^{ème} position sur un total de 178 pays. D'ailleurs, l'Algérie occupe le 14^e rang parmi les 15 pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, devancée par la Tunisie (57,7 points) et le Maroc (60,1 points). ^[8]

L'économie algérienne a pris une trajectoire décroissante au cours des cinq dernières années, note le même rapport, précisant que son score global reste inférieur à la moyenne aussi bien régionale que mondiale. Ce rapport note que l'Algérie a été rongée par un haut niveau de corruption en 2014, notamment dans le secteur public et plus particulièrement dans le domaine énergétique et que la moitié des transactions économiques s'opèrent sur le marché informel.

e. Innovations : 128^e rang mondial

En 2014, l'Algérie a gagné 10 places dans le classement mondial de l'innovation (Global Innovation Index) par rapport au classement de 2013. Le Maroc reste le meilleur élève du Maghreb par sa 90^e place devant la Tunisie à la 99^e place.

Voici quelques paramètres justifiant le mauvais classement de ce pays: ^[9]

- la capacité d'innovation place l'Algérie au 143^e rang mondial ;
- La qualité des institutions de la recherche scientifique place l'Algérie au 127^e rang mondial ;
- Les dépenses des sociétés pour la recherche et le développement place l'Algérie au 138^e rang mondial ;

- Les collaborations entre l'université et le monde des affaires, en matière de recherche et développement, place l'Algérie au 137^e rang mondial.

Compte tenu de ce constat, tous les experts recommandent à l'Algérie de revoir sa stratégie en matière d'innovation, qui constitue le moteur du développement économique.

f. Indices mondiaux de la paix et du développement: 104^e rang mondial

45 milliards de dollars. Tel est le coût, astronomique, engendré par la violence et le manque de paix en l'Algérie en 2013-2014, selon le *Global Peace Index 2015* (Indice mondial de la Paix, GPI), où le pays est passé de la 116^e place du classement en 2013, à la 107^e place en 2014 pour se situer en 2015 au 104^e rang avec un score global de 2.13/5.^[10]

Le rapport chiffre à 45.64 milliards de dollars l'impact économique de la violence qui est calculé par l'Institut par la combinaison de 15 différents types de dépenses liées à la violence.

Le cabinet *Vision of Humanity*, qui établit ce rapport chaque année depuis 2008, constate ainsi une haute perception de la criminalité dans la société (4.0/5), pour un taux d'homicides de "seulement" 1.0/5 et de crimes violents de 2.0/5. La présence des agents de la sécurité et de la police enregistre un score de 3.0/5, et 2.1/5 d'une population de 100.000 personnes est incarcérée.^[11]

3. LES SOLUTIONS QUI PEUVENT ETRE TIRER DE L'EXPERIENCE DES PAYS DE BRICS

Après le constat amer qui a été observé sur le climat des affaires en Algérie, beaucoup reste à faire en matière de stratégie, restructuration est les efforts à consentir pour améliorer l'attractivité des IDE vers l'Algérie. On va essayer à travers cette section de mettre en exergue les créneaux porteurs de valeur ajouté, et les solutions qui peuvent débloquent le décollage économique de ce pays en se basant sur les expériences des pays de BRICS.

3.1. Booster la culture de l'innovation et la collaboration scientifique :

Malgré le triste bilan concernant le classement de l'Algérie en matière d'usage des TIC dans le milieu des affaires et dans la vie de tous les jours des citoyens, un brin d'espoir est offert par les chercheurs du *FEMISE* (Forum Euro-méditerranéen des Instituts de Sciences Economiques) lorsqu'ils estiment légèrement encourageants les indicateurs liés à la culture de l'innovation dans notre pays.

- La part des exportations de services TIC par rapport au total des exportations de services a plus que doublé entre 2005 et 2011, passant de 29.2% à 61.7%.
- Le niveau de la collaboration scientifique : les co-publications ont considérablement augmenté, surtout celles avec les chercheurs de l'UE. Notre pays à une part de co-publications de 66%, la plus élevée de la région MENA, avec la Maroc (60%) et le Liban (52%).

Augmenter les dépenses de R&D peut améliorer la capacité d'absorption lorsque de nouvelles technologies sont adoptées. La Chine comme l'Inde ont beaucoup accru leurs dépenses de R&D ces dernières années, de près de 20 % par an pour la Chine.

3.2. Rationaliser les dépenses de l'Etat: les sources de la gabegie budgétaire

On va essayer de cerner les principales sources de la gabegie budgétaire de l'Etat.

- Dans le secteur de la santé, le désengagement de l'Etat du financement de la santé publique à travers la contractualisation n'a pas eu lieu.^[12]
- L'entrée en vigueur des nouveaux régimes indemnitaires en 2012 a augmenté la masse salariale des fonctionnaires de plus de 150% en 4ans, pour atteindre 38% de l'ensemble des dépenses publiques de l'année 2012.
- Entre 2009 et 2012, le soutien de l'Etat au lait et aux céréales s'est accru de plus de 60%. Il coûte selon le ministre des finances 200milliard de dinars annuellement.
- La consommation interne en énergie dépasse les 40milliards de dollars, le premier responsable est le parc de transport. Les subventions des hydrocarbures sont le responsable de la surconsommation, il faut ajouter, les tarifs d'électricité qui n'ont pas été augmentés depuis 2005.

Les réformes de l'Etat envisagées au cours des vingt dernières années dans différentes parties du monde ont été considérées, d'une manière générale, comme des exemples concrets du *New Public Management*. Le cas du gouvernement Brésilien dit « Lula » est un bon exemple riche d'enseignement pour le gouvernement algérien. Les grands axes de ces réformes sont :

- Décentralisation au profit d'unités gouvernementales et dévolution de responsabilités à des niveaux inférieurs du gouvernement (aux municipalités, par exemple);
- Réexamen de ce que le gouvernement doit payer et faire, payer et ne pas faire, ni payer ni faire;
- Réduction du secteur public et privatisation d'activités ou création d'organes autonomes pour les réaliser;

3.3. Encadrer l'importation et encourager la production locale: un grand défi

On importe l'équivalent de 2milliards de dollars annuellement en dérivés de plastique depuis 2007, alors qu'en 2007 un projet Sonatrach/Total pour une usine de vapocraquage d'éthane aurait permis d'apporter des solutions et d'économiser des devises. Un deuxième exemple, concerne l'industrie du phosphate, l'Algérie exporte l'équivalent de 1.2 million de tonnes de phosphate à un prix moyen de 100dollars le tonnes, et elle importe ses dérivés pour 500 à 600dollars le tonne, il y a une absence quasi-totale de l'industrie qui transforme cette matière première, alors que la Tunisie transforme 60% de cette matière et le Maroc 40%. Ce sont deux postes qui peuvent réduire la facture d'importation de 2.5 à 3milliards de dollars annuellement, et qui peuvent créer des opportunités d'exportations.^[13]

Autoriser les investissements étrangers à faire des apports en nature lors de la création des sociétés et à importer des devises lors de leurs investissements, soit sous forme de capital social ou d'avance en compte courant sans obligation de les capitaliser.

Le secteur agricole en Algérie est l'un des secteurs qui peut contribuer efficacement à réduire la facture de l'importation d'une part, d'une autre part peut constituer un moyen d'augmentation des exportations hors hydrocarbures. L'expérience Russe dans les dernières années est un exemple à suivre. La dévaluation du Rouble (la monnaie Russe) qui a suivi la crise de 1998 a toutefois permis un redémarrage de l'agriculture russe, en réduisant la compétitivité des produits importés.

3.4. La convertibilité totale du dinar et la restructuration du secteur bancaire: pour affaiblir la bureaucratie, la corruption et l'informel

Une convertibilité totale c'est un signal très fort aux investisseurs étrangers. C'est le cas des pays du golfe, les Emirats Arabes Unis ou le Qatar, qui sont des places financières inspirant la confiance et ayant bâti leur réputation sur les réserves de change comme nous, mais également sur une monnaie forte, une stabilité politique...^[14]

On ne peut profiter des avantages de la convertibilité du dinar qu'en passant par les banques qui sont ainsi renseignées sur la destination des fonds transférés. Cela est une garantie pour l'Etat concernant les montants convertis, qui doivent être déclarés et canalisés.

La présence accrue des banques des pays émergents constitue l'une des évolutions les plus marquantes du paysage bancaire mondial depuis le début de la crise financière. On compte aujourd'hui 19 banques issues des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), avant l'adhésion de l'Afrique du Sud, parmi les 50 principales banques mondiales classées par le bénéfice net 2011, elles représentent 48 % du bénéfice net global de ces 50 banques^[15].

Malgré leur puissance, les grandes institutions financières des pays émergents apparaissent moins engagées à l'international que leurs homologues des pays développés : elles ne représentent ainsi que 20 % des banques à capitaux étrangers dans le monde, contre 66 % pour les banques des pays développés.^[16]

CONCLUSION

Avec la chute continue des cours des hydrocarbures, avec un système bancaire dominé à 85% par les banques publiques, avec un programme quinquennal d'investissement initialement de 262 milliards de dollars sur la période 2015-2019, il s'agira impérativement de redéfinir les priorités.

Le problème central stratégique pour l'Algérie entre 2015/2025, est de réaliser la transition d'une économie de rente à une économie hors hydrocarbures, fondée sur le savoir, des entreprises compétitives et la bonne gouvernance. L'on devra

privilegier des co-localisations et des co-partenariats gagnants/gagnants public/privé local ou international, devant démystifier l'apport du secteur privé productif, des fonds souverains ciblés (10/15% des réserves de change) en référence à l'expérience de la Norvège et aux pays émergents dont la Chine. L'Algérie doit, et peut, s'insérer intelligemment dans le cadre des valeurs internationales dont son espace naturel est l'espace euro-méditerranéen et africain, l'Afrique, continent qui devrait tirer la croissance de l'économie mondiale à l'horizon 2030/2040.

Il y a davantage de coopération géopolitique et économique possible entre l'Algérie et les pays du BRICS. L'Algérie peut jouer un rôle complémentaire pour cette organisation dans des domaines comme l'énergie, les capacités de production et un grand marché à la porte du continent Africain, à travers des relations économiques gagnant/ gagnant.

BIBLIOGRAPHIE

¹ Berg, J et Gazes, S. (2007), "Les Indicateurs Doing Business : Limites méthodologiques et conséquences politiques", Organisation internationale du travail, coll. «Cahiers de l'économie et du marché du travail », p 32.

² Pigman, G.A. (2007), "Global Institutions: The World Economic Forum – A multi-stakeholder approach to global governance", Routledge, London, p 175.

³ Rapport du Forum économique mondial du 3 sept 2014, En ligne: www.reflexiondz.net (Consulté le 18/06/2015).

⁴ The World Competitiveness scoreboard 2014, available at: www.imd.org/uupload/IMD.../scoreboard_2014.pdf. (Accessed 10/06/2015).

⁵ Transparency International 2014, available at: www.transparency.org/cpi2014. (Accessed 10/06/2015).

⁶ Rapport du Forum économique mondial du 3 sept 2014, En ligne: www.reflexiondz.net. (Consulté le 10/06/2015).

⁷ Idem.

⁸ Heritage Foundation 2015, "The 2015 index of economic freedom", available at: www.heritage.org/issues/economic-freedom. (Accessed 14/06/2015).

⁹ The Global Innovation Index 2014, "The human factor of innovation", available at: www.globalinnovationindex.org. (Accessed 02/06/2015).

¹⁰ Des chiffres de Global Peace Index 2014, available at: www.visionofhumanity.org/indexes/global-peace-ind. (Accessed 02/06/2015).

¹¹ Idem.

¹² Berkouk, S. (2014), "Aux sources de la gabegie budgétaire", Article paru dans le supplément hebdomadaire « El Watan Economie » n° 421 du journal El Watan, lundi 5 mai 2014.

¹³ Berkouk, S. (2014), "Ces milliards de devises jetés par les fenêtres", Article paru dans le supplément hebdomadaire « El Watan Economie » n° 441 du journal El Watan, lundi 3 novembre 2014.

¹⁴ Bounouari, A. (2011), "La convertibilité affaiblit la bureaucratie et la corruption", Article paru dans le supplément hebdomadaire « El Watan Economie » n° 276 du journal El Watan, lundi 14 février 2011.

¹⁵ Analyse KPMG 2011, available at: <https://www.kpmg.com>. (Accessed 03/06/2015).

¹⁶ Foreign Banks. (2012), Trends, Impact and Financial Stability, FMI, available at: www.imf.org/external/pubs/.../2012/wp1210. (Accessed 03/06/2015).